

Conférence de presse de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur la Tchétchénie et sur les négociations d'élargissement de l'Union européenne, Istanbul le 19 novembre 1999.

Mesdames, messieurs,

Vous comprendrez que je commence par exprimer aux autorités turques toute l'appréciation pour la qualité de l'organisation de ce sommet. Je trouve que cela a été, en tous les cas du point de vue des délégations, impressionnant, d'organisation, d'ordre. Nous avons pu travailler dans les meilleures conditions possibles.

Et puis, je voudrais dire au Président, au Premier ministre turcs les sentiments de grande reconnaissance, d'autant que j'ai eu l'occasion de le leur dire, après les épreuves traversées par la Turquie. Cette prouesse de réaliser ensemble la visite d'Etat du Président des Etats-Unis et un sommet avec cinquante-quatre pays participants, c'était un bel exploit.

Alors, nous venons de terminer ce sommet. Dans de bonnes conditions, dans la mesure où les textes qui avaient été prévus ont été, comme nous le souhaitions, signés, et donc dans la mesure où les conditions ont permis de le faire.

Au coeur de ce sommet, naturellement, l'affaire tchétchène. Cette affaire qui a créé dans nos opinions publiques, et notamment en Occident, ailleurs aussi bien entendu, une profonde consternation. Les images que nous voyons, les conséquences des bombardements sur les populations civiles, sur les enfants, sur les femmes, sur les hommes, ajoutées aux déplacements de populations. Je voyais que le chiffre officiel donné hier par la Russie serait de 214 000 personnes déplacées, et je parle d'un chiffre officiel donné par la Russie. Je ne préjuge pas le chiffre réel naturellement, je le signale simplement pour dire que c'est un nombre considérable de gens qui sont dans des situations tout à fait inacceptables. Il était donc, dans ce contexte, important d'essayer de progresser vers une situation qui comporterait un règlement politique des choses et naturellement le contexte de l'OSCE s'y prêtait particulièrement.

Le Président Eltsine, et cela c'est l'avantage du dialogue, d'un tel sommet, a dû entendre ce que pensaient les autres, les autres qui étaient quasiment unanimes. Je n'ai pas le souvenir d'avoir entendu un chef de délégation approuver le comportement actuel de l'armée russe. Il a donc dû entendre tout cela et notamment les interventions tout à fait convergentes des pays occidentaux. Qu'il s'agisse des américains ou des pays européens. Vous aurez noté que la France a pris, de ce point de vue, une position extrêmement claire. Cela a tout de même permis d'être entendu et d'ouvrir un dialogue.

Le Président Eltsine est parti hier après-midi pour des raisons, qui, contrairement à ce que j'ai pu lire ici ou là, étaient justifiées par des problèmes personnels. Mais il a laissé deux témoignages qui ne sont pas négligeables.

Le premier témoignage, ce sont les instructions à son ministre des Affaires étrangères, M. Ivanov, d'avoir à trouver un accord sur un texte. Je rappelle que la France avait été le pays qui avait dit qu'elle ne signerait pas, s'il n'y avait pas un texte acceptable, peut-être pas idéal, naturellement, mais au moins acceptable. Naturellement, cette position comportait d'une certaine façon une pression forte sur un peu tout le monde. Donc, le Président partant -il nous l'avait dit- a laissé à son ministre des instructions qui ont permis d'arriver à un texte qui, je le répète, n'est pas idéal, mais reconnaît tout de même deux choses qui étaient pour nous essentielles.

mais récemment tout ce même avec succès qui étaient pour nous essentiels.

La première, c'est qu'il n'y a pas de solution autre que politique dans une crise de cette nature, ce qui est évident et ce qui devait être affirmé, puisque jusqu'ici ce n'était pas reconnu par les Russes. Et la deuxième, c'était que l'OSCE devait pouvoir assurer sa fonction, c'est-à-dire observer et proposer, donc l'idée d'envoyer une mission de la Présidence de l'OSCE dans la région. Nous aurions préféré que la date de cette mission soit fixée, elle ne l'est pas, mais nous espérons qu'elle aura lieu rapidement. Et pour nous, dans la région, cela veut dire à Moscou et à Grozny.

Deuxième témoignage laissé par le Président russe en partant, c'est l'accord pour qu'on en rediscute rapidement puisqu'une réunion dite du Triangle de Bor, c'est un terme technique qui veut dire une réunion Russie-Allemagne-France, à Paris, en principe le 21 décembre, la date n'étant pas tout à fait définitivement arrêtée ce qui nous permettra d'examiner un certain nombre de problèmes, comme cette réunion du Triangle de bor, qui a eu lieu à Moscou la dernière fois, a vocation à le faire. Mais, surtout, et c'est ce que le Président a accepté, de faire le point des différents sujets évoqués à Istanbul, au premier rang desquels, naturellement, la Tchétchénie, sans exclure les autres problèmes dont je dirai rapidement un mot tout à l'heure et qui concernent essentiellement, aussi, le Caucase.

Donc, cette situation a permis aux ministres des Affaires étrangères de se réunir et d'arriver à un accord qui est celui qui nous a permis de signer les textes ce matin, ce dont je me suis réjoui.

Voilà pour ce qui concerne la Tchétchénie. Tout le problème est maintenant de savoir quelles conclusions et quelles conséquences, je ne dirais pas politiques ou dans les déclarations, ce qui n'a pas d'importance, mais concrètement, et sur le terrain, les Russes vont en tirer.

Je viens d'avoir ce matin un entretien très intéressant avec le ministre russe des Affaires étrangères, en marge du sommet. Je l'ai trouvé, je dirai, ouvert et plutôt positif. Je ne lui ai pas caché que, naturellement, nous tirerions un certain nombre de conséquences du bilan que nous ferions le 21 décembre, si la date était tout à fait confirmée. Donc, c'est cela qui est important. Autrement dit, est-ce que les opérations militaires vont cesser au profit d'une approche politique, ce qui ne met en rien en cause la nécessité de lutter de façon efficace contre tous les systèmes mafieux, terroristes, qui sont dans la région et que tout le monde connaît.

J'ai parlé hier avec le Président Eltsine, naturellement, mais je l'avais déjà fait par téléphone et j'ai parlé ce matin avec M. Ivanov du cas de M. Brice Fleutiaux. Ils m'ont dit l'un et l'autre qu'ils faisaient le maximum. Et je leur ai dit que, compte tenu de la situation, un geste positif et une réussite dans ce domaine seraient un élément auquel nous serions sensibles. Mais M. Ivanov me disait qu'il y avait cinq ou six cents otages dont la quasi-totalité sont des otages qui sont pris par des mafias, et non pas des otages de nature politique, ce sont des otages dont on attend qu'on paye pour eux des sommes d'argent.

Donc le problème, maintenant, c'est de savoir si conscients d'une approche unanime du sommet, clairement exprimée par les occidentaux et soutenue pas les autres, les Russes vont rapidement passer d'une approche militaire à l'approche politique, ou non. Nous le saurons rapidement. Mais nous maintenons naturellement, vous l'imaginez, notre pression et nous nous sommes tout de même réjouis du texte que les ministres des Affaires étrangères ont réussi, non sans mal, à mettre au point hier.

Au-delà des problèmes de Tchétchénie, il y avait d'autres problèmes concernant, notamment le Caucase, et pas seulement le Caucase, puisqu'un progrès a été fait sur les perspectives d'évacuation des montants considérables d'armes russes qui se trouvent en Moldavie et en Transnistrie, qui ont été laissées là par la quatorzième armée, celle du Général Lebed, et qui sont un élément de danger et de pollution considérables. C'est un Général français qui est chargé de proposer et d'essayer de mettre en oeuvre le processus d'évacuation de cet armement. Il en va de même des problèmes de Géorgie dont nous avons beaucoup parlé. J'ai eu des entretiens approfondis avec M. Chevardnadze qui est confronté, notamment avec l'affaire abkhaze à des difficultés que vous imaginez, que nous essayons d'améliorer petit à petit. Et puis, s'agissant de l'Azerbaïdjan et de l'Arménie, nous avons beaucoup parlé. Je me suis entretenu longuement avec M. Kotcharian longuement avec M. Aliev, le groupe de Minsk s'est

réuni au niveau des ministres des Affaires étrangères avec les deux présidents, nous avons eu de nouveau d'autres conversations en marge du sommet. Ces affaires sont extrêmement délicates. Je suis relativement optimiste et je pense que les deux présidents ont une vraie volonté d'arriver à un accord de paix et que les modalités de cet accord peuvent être trouvées dans un délai relativement bref, que pour ma part je voudrais situer en mois, au maximum. Et je le souhaite beaucoup. C'est une région dans laquelle je me suis beaucoup investi, compte tenu des liens traditionnels, naturellement, de l'Arménie et de la France, compte tenu aussi des relations tout à fait exceptionnelles en qualité que nous avons avec l'Azerbaïdjan. Je suis donc tout à fait optimiste.

Voilà, ce sommet aura été une nouvelle étape du processus Helsinki-Paris-Istanbul. C'est un processus qui a pour objet de conforter la démocratie, les droits de l'Homme, qui petit à petit, un peu comme une tâche d'huile, s'étend sur les sujets et sur les pays. C'est donc quelque chose de positif. Je repartirai d'Istanbul avec une impression positive de ce qui s'est passé.

QUESTION - Au-delà de l'éventuelle bonne volonté de Boris Eltsine lui-même, est-ce que vous n'avez pas le sentiment que son problème c'est d'être un petit peu l'otage de son opinion publique, de son armée, dans l'affaire de la Tchétchénie ?

LE PRESIDENT - Vous savez, il est évident qu'un problème de cette nature, qui met en cause des réactions psychologiques très anciennes entre les Russes et les Tchétchènes ne peut pas être déconnecté, je dirai, du climat politique. Ce n'est pas évident, mais il appartient à un homme d'Etat responsable d'assumer cela. Et ce que nous avons essayé de bien lui faire comprendre, c'est qu'actuellement c'était mal assumé. Nous ne sommes plus dans un temps où nous pouvons accepter des solutions de cette nature. Je crois qu'il le comprend, je ne dis pas que c'est obligatoirement facile pour lui de le faire admettre par un certain nombre de gens autour de lui ou par son opinion publique, mais je crois que lui le comprend. Et je pense qu'il a l'autorité nécessaire pour le faire admettre, et donc je prétends que cela dépend de lui. En tous les cas, c'est ce que je lui ai dit.

QUESTION - M. le Président, est-ce que vous pouvez nous parler un peu de votre rencontre avec M. Ecevit, le Premier ministre et avec M. Demirel, le Président de la République ?

LE PRESIDENT - Cette rencontre a été, je dirai, extrêmement amicale. M. Demirel je le connais bien, depuis longtemps. M. Ecevit, je n'avais pas le privilège de le connaître. Nos propos ont essentiellement porté sur un sujet qui nous tient particulièrement à coeur et qui tient à coeur à la France, et qui est l'acceptation à Helsinki de la candidature de la Turquie à l'Union européenne. Il y a très longtemps que je soutiens cette candidature. Pendant longtemps, il y a eu des problèmes, des malentendus parfois, comme, par exemple, au Sommet de Luxembourg, des difficultés liées à des oppositions entre la Grèce et la Turquie.

Depuis, si j'ose dire, le premier tremblement de terre en Turquie, quelque chose s'est passé et les deux gouvernements grec et turc ont engagé un dialogue, je dirai, sur des bases raisonnables, sans passion. Et alors, cela a progressé. Je ne dis pas que tout est résolu. Mais je suis relativement optimiste. J'ai pu dire aussi bien à nos amis grecs qu'à nos amis turcs que, maintenant, il fallait que chacun mette un tout petit peu de bonne volonté et qu'on est à deux doigts d'une solution positive. Alors, la candidature de la Turquie pourrait être retenue et ce serait pour la Turquie, mais aussi pour l'Union européenne, un avantage considérable.

QUESTION - Monsieur le Président, le Président des Etats-Unis a déclaré que tant qu'il ne verra pas d'évolution positive dans le sens du règlement politique du problème tchétchène, il ne fera pas ratifier cet accord signé entre vous aujourd'hui par le Sénat, il ne demandera pas la signature du Sénat. Est-ce qu'en France, on pense tout de suite à l'approbation du Parlement ?

LE PRESIDENT - Attendez, je vous arrête tout de suite. Le Président des Etats-Unis n'a pas dit cela. Vous parlez du traité FCE, c'est tout à fait différent. Le Président n'a pas dit cela. L'accord auquel sont parvenus les ministres des affaires étrangères ? hier, comportait notamment l'accord de Mme Albright. Et le Président Clinton n'a pas fait de réserves sur ce sujet. Nous non plus. Naturellement, il se passe toujours un délai entre le moment où l'on signe, qui est l'engagement de l'Etat, et le moment où les parlements ratifient, qui est la responsabilité

législative. Il va de soi que l'évolution de la situation en Tchétchénie pendant cette période conditionnera le comportement des différents pays pour ce qui concerne la soumission à la ratification de leur parlement.

QUESTION - M. le Président, je voudrais parler de Helsinki. Pour la l'admission de la Roumanie, il y a actuellement deux conditions, le problème de l'enfance institutionnalisée et ensuite la réforme macro-économique. Ma question est la suivante. Pensez-vous, M. le Président, que ces deux conditions sont absolument obligatoires pour le début des négociations pour l'entrée de la Roumanie, ou faut-il les remplir une fois que la négociation a commencé ?

LE PRESIDENT - Cher Monsieur, il n'y a pas de conditions. Il n'y a pas de conditions pour commencer les négociations. A Helsinki, nous allons sans aucun doute décider que la deuxième vague de six pays, qui comprend notamment la Roumanie, mais aussi la Bulgarie, que ces six pays vont engager les négociations d'entrée dans l'Union, tous les six de la même façon. C'est d'ailleurs la conclusion du rapport de la Commission. Les problèmes que vous avez évoqués s'agissant de la Roumanie, où d'ailleurs ceux qui concernent la Bulgarie, étant des problèmes qui sont à régler dans le fil de la négociation.

Deuxièmement, je crois que c'est au mois de mars que va se tenir la Conférence d'ouverture, qui s'appelle comme cela je crois, pour les négociations. Dans cette Conférence d'ouverture, il y aura les six pays, exactement de la même façon, sans conditions particulières ni pour les uns, ni pour les autres. Par conséquent, on peut dire que le problème, du fait que tout le monde part ensemble et dans les mêmes conditions, est un problème maintenant résolu et qui sera acté à Helsinki. Donc, la Roumanie a eu satisfaction dans sa demande, de même d'ailleurs que la Bulgarie.

QUESTION - M. Le Président, pour revenir à la Tchétchénie, depuis l'accord que vous avez obtenu hier soir avec les Russes, il y a des déclarations à la fois au Kremlin, par le porte-parole du Kremlin et en même temps par le ministre de l'intérieur, ce matin, qui font état, premièrement, que la Tchétchénie reste une affaire intérieure russe et, deuxièmement, qu'il est hors de question d'organiser une mission de l'OSCE sur place. Ne craignez-vous pas que l'accord obtenu sur le papier soit impossible à mettre en application sur le terrain ?

LE PRESIDENT - Je suis sûr, cher Monsieur, que vous avez une expérience suffisante dans votre métier pour savoir qu'il ne faut pas toujours prendre au pied de la lettre les réactions des uns ou des autres dans des domaines aussi sensibles. Nous, nous considérons qu'il y a un accord et qu'il a été signé. Que cet accord doit s'appliquer. Alors, s'il ne s'applique pas, naturellement, nous en tirons les conséquences. Ne vous laissez pas manipuler.

QUESTION - M. le Président, il semble donc que ce sommet se soit déroulé très positivement, à part la Tchétchénie, comme tout le monde semble pessimiste. On est très positif pour la Grèce, la relation avec la Turquie, on est très positif pour le Sommet d'Helsinki. Mais il semble que maintenant Chypre a été aussi un sujet très important dans ce sommet. M. Denktash arrive aujourd'hui, il va rencontrer M. Annan, M. Clerides a aussi rencontré M. Annan. Est-on aussi optimiste que cela ? Il y a quelque chose qui se passe ?

LE PRESIDENT - Jusqu'ici, on ne parlait plus, ce qui n'est pas la meilleure façon de s'entendre. A l'initiative du Secrétaire général des Nations unies, et, disons le tout de même, dans un contexte favorable, à la veille d'Helsinki, de la relation entre la Turquie et la Grèce, il a été décidé de reprendre, je crois le 3 décembre à New-York, les conversations entre M. Denktash et M. Clerides. Je ne veux pas préjuger ce qui se passera. Mais je voudrais me réjouir que ces conversations reprennent. Tout cela, l'évolution des relations entre la Grèce et la Turquie, la reprise des discussions sur Chypre, crée pour le moment une ambiance positive. Souhaitons qu'elle se développe.

QUESTION - M. le Président, vous disiez tout à l'heure qu'on allait exercer des pressions, qu'on pourrait reconsidérer nos relations, que vous souhaitiez naturellement que cette mission de l'OSCE aille le plus rapidement possible. Je voudrais savoir concrètement, quelles sont ces pressions qu'on peut exercer, maintenant, alors qu'il n'y a plus de réunion prévue. Et si nous sommes prêts à prendre des sanctions.

LE PRESIDENT - Quelle nature de sanctions ?

LE PRÉSIDENT - Quelle nature de sanctions ?

QUESTION - Je vous le demande. Economiques par exemple, nous et peut-être nos partenaires.

LE PRÉSIDENT - La première chose dont il faut s'assurer, et cela le Fonds Monétaire International le fait, et l'a fait, c'est que l'aide internationale à la Russie ne soit pas utilisée à des fins militaires. Cela est réglé. En revanche, je ne connais personne, ou je n'ai rencontré personne, qui prétende qu'il faille faire des sanctions économiques ou financières, c'est-à-dire qui souhaite aggraver les difficultés économiques déjà très importantes que connaissent la Russie et le peuple russe. Nous ne devons pas oublier qu'il y a en Russie, aujourd'hui, une fièvre nationaliste qui est entretenue malheureusement par certains, des grands problèmes économiques et sociaux, donc des problèmes de stabilité. Je ne crois pas que nous ayons vocation à sanctionner le peuple russe, déjà malheureux. Cela veut dire que cela a quelque chose d'un peu monstrueux. Personne n'y a pensé, non, je vous le dis tout de suite. Notre politique n'est pas d'isoler la Russie. Notre politique n'est pas de faire payer le peuple russe. Notre politique est de contraindre, amicalement si possible, les autorités russes à comprendre que seule une solution politique du problème en Tchéchénie est acceptable, est d'ailleurs possible. Voilà le problème. Mais personne ne songe à aucune sanction économique.

QUESTION - Que pense la France, M. le Président, et que pense l'Europe de ce projet d'oléoduc entre la mer Caspienne et la Méditerranée signé plus par les Américains et les partenaires régionaux que par les Européens, pour la stabilité de la région ?

LE PRÉSIDENT - Nous n'avons absolument aucun commentaire à faire et naturellement aucune objection. Tout ce qui permet d'accélérer les échanges économiques est par définition bon. Il y a d'ailleurs d'autres solutions qui peuvent être envisagées, complémentaires, et auxquelles éventuellement nous pourrions nous intéresser.

Je vous remercie.